

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1925.

Projet de loi

approuvant la Convention internationale du 2 août 1922 concernant l'organisation d'une association internationale de la protection de l'enfance.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi destiné à approuver l'arrangement intervenu à Bruxelles, le 2 août 1922, et concernant l'organisation d'une Association Internationale de la Protection de l'Enfance.

Dès l'année 1913, le Gouvernement belge avait entrepris des démarches en vue de provoquer la constitution d'un Office International pour la Protection de l'Enfance dont le siège serait établi à Bruxelles. Le premier Congrès International, auquel 38 États étaient officiellement représentés, avait à l'unanimité adopté un vœu tendant à voir créer semblable organisme. Ce vœu avait recueilli l'approbation des délégués officiels de tous ces États.

Reconnaissant les services rendus par la Belgique dans le domaine de la protection de l'Enfance, le Gouvernement suisse, qui avait également eu l'idée de constituer un Office International, avait très gracieusement consenti à ce que le siège de cet Office fut installé à Bruxelles.

A la fin de l'année 1913, le Gouvernement belge communiqua, par la voie diplomatique, le texte d'un avant-projet de statuts. Des échanges de vues se poursuivaient sur cet avant-projet, au moment où la guerre vint suspendre les négociations.

Dès l'armistice, celles-ci furent reprises et un second Congrès International, placé sous le haut patronage de LL. MM. le Roi et la Reine, fut convo-

qué à Bruxelles pour le mois de juillet 1921, 36 États s'y firent représenter officiellement. Le projet de statuts fut discuté et amendé et rencontra ensuite l'assentiment des délégués de 27 Gouvernements.

Les différents pays représentés au Congrès de 1921 avaient tenu, en choisissant définitivement la Belgique comme siège du futur Office, à rendre hommage aux efforts déployés par notre pays dans le domaine de la protection de l'enfance, efforts spécialement consacrés par les lois du 15 mai 1912 sur la protection de l'Enfance et du 5 septembre 1919 instituant l'OEuvre Nationale de l'Enfance.

Les différents articles des statuts indiquent avec précision le but poursuivi par l'Association Internationale qui doit servir de lien entre ceux qui, dans les divers pays, s'intéressent à la protection de l'enfance, faciliter l'étude des questions s'y rapportant et favoriser le progrès des législations ainsi que la conclusion d'ententes internationales.

Dès le mois d'octobre 1921, l'Association est entrée provisoirement en activité. En attendant que les divers États consacrent officiellement son existence, elle publie régulièrement un bulletin contenant tous les renseignements d'ordre international relatif à la protection de l'enfance et conformément à l'article 7 des statuts, elle a entrepris la publication de la législation protectrice de l'enfance dans les différents pays. Dès à présent, les Gouvernements de la Belgique, de l'Égypte, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Maroc, de la Pologne et de de la Suède ont signé la convention à laquelle d'autres États sont admis à adhérer sur leur demande.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation cet acte international qui établira en Belgique un nouvel organisme qui, nous en sommes persuadés, sera appelé à se développer rapidement et à rendre les services les plus signalés à l'OEuvre de la Protection de l'Enfance.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

PAUL BERRYER.



ARRANGEMENT

**portant création de l'Association Internationale pour la
Protection de l'Enfance.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ ;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE
ROI DE GRÈCE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ LE
SULTAN DU MAROC ; SON EXCELLENCE LE CHEF DE L'ÉTAT SOU-
VERAIN DE POLOGNE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE,

désireux de créer, conformément aux résolutions votées par le Congrès
réuni à Bruxelles du 18 au 21 juillet 1921, une Association Internationale
ayant pour but la Protection de l'Enfance, ont résolu de conclure à cet effet
un Arrangement et ont nommé pour leur plénipotentiaire savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. JASPAR, Ministre des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ :

ISMAIL HASSANEIN PACHA, Directeur de la Mission scolaire égyptienne, à
Genève ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. JAUNEZ, Conseiller d'Ambassade, Chargé d'Affaires a. i. de France, à
Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRÈCE :

M. KOCOTAKIS, Chargé d'Affaires a. i. de Grèce, à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. M. le Prince RUSPOLI DE POGGIO SUASA, Son Ambassadeur extraordi-
naire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

SA MAJESTÉ LE SULTAN DU MAROC :

M. le Docteur LAPIN, délégué du Maroc ;

SON EXCELLENCE LE CHEF DE L'ÉTAT SOUVERAIN DE POLOGNE :

Son Excellence M. le Comte Ladislas SOBANSKI, Envoyé Extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Pologne, à Bruxelles, et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. DE DARDEL, Son Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire, près Sa Majesté le Roi des Belges,

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir une Association Internationale pour la Protection de l'Enfance. Le Siège en est établi à Bruxelles.

ARTICLE II.

Cette association sera représentée par un Comité International qui aura sous sa surveillance et sa direction un Office International.

La composition et les attributions de ce Comité ainsi que l'organisation et les pouvoirs du dit Office sont déterminés par les Statuts organiques annexés au présent arrangement et qui sont considérés comme en faisant partie intégrante.

ARTICLE III.

Les frais d'installation et les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de cette Association seront couverts, en ce qui concerne les États contractants, dans les conditions fixées par l'article 4, 1°, des statuts visés à l'article 2.

ARTICLE IV.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants seront versées par ces derniers, au commencement de chaque année, au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, qui les transmettra au Comité de l'Association établi à Bruxelles.

ARTICLE V.

Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal de Belgique, et, par celui-ci, aux autres Gouvernements contractants. Elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article 3.

ARTICLE VI.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra, il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

ARTICLE VII.

Le présent Arrangement est conclu pour une période indéterminée. Chacun des États contractants pourra le dénoncer à toute époque, moyennant préavis de douze mois notifié au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique et sous les conditions prévues à l'article 21 des statuts. A l'expiration de ce délai, le présent Arrangement continuera à exister entre les autres États contractants.

Il pourra prendre fin également par suite de la dissolution de l'Association prononcée conformément à l'article 22 des statuts.

En foi de quoi, les soussignés à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le 2 août 1922 en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement royal de Belgique et dont des copies, certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux parties contractantes.

Pour la Belgique : Henri JASPAR ;

Pour l'Egypte : Ismail HASSANEIN ;

Pour la France : JAUNEZ ;

Pour la Grèce : KOCOTAKIS ;

Pour l'Italie : Prince Ruspoli de POGGIO SUASA ;

Pour le Maroc : LAPIN ;

Pour la Pologne : Comte Ladislas SOBANSKI ;

Pour la Suède : de DARDEL.

*Certifié par le Secrétaire général du Ministère
des Affaires Etrangères :*

Henri COSTERMANS.

Association Internationale pour la Protection de l'Enfance.

STATUTS.

I. — Nom et but de l'Association.

ARTICLE 1.

Il est formé une Association Internationale pour la Protection de l'Enfance.

Le siège de cette Association est établi à Bruxelles.

ARTICLE 2.

L'Association a pour but :

1° De servir de lien entre ceux qui, dans les différents pays, s'intéressent à la protection de l'enfance ;

2° de faciliter l'étude des questions se rapportant à la protection de l'enfance et de favoriser le progrès des législations, ainsi que la conclusion d'ententes internationales.

ARTICLE 3.

Par protection de l'enfance, il faut entendre notamment toutes les mesures relatives à :

L'amélioration matérielle et morale du sort de l'enfance, notamment la protection de l'enfance du premier âge ;

L'étude des questions relatives à l'hygiène sociale de l'enfance ;

L'amélioration du foyer familial ;

La préservation et la réformation de l'enfant dans sa famille ;

L'organisation et la limitation de la puissance paternelle et de la tutelle ;

La sauvegarde des droits des enfants illégitimes ;

Les mesures contre la mendicité, le vagabondage et la criminalité des enfants ;

L'organisation de juridictions spéciales pour enfants et la mise en liberté surveillée ;

Le placement dans des familles ou établissements ;

La répression des crimes et délits contre l'enfance ;

La classification et l'éducation des enfants anormaux et arriérés ;

L'étude des questions relatives à l'assistance aux enfants nécessiteux et à la création d'asiles pour enfants abandonnés et moralement abandonnés, maltraités ou nécessiteux ;

La lutte contre tous les éléments pouvant nuire physiquement ou moralement à l'enfance ;

La protection de l'enfance aux colonies ;

Le tout sans préjudice de l'application de la partie I et de la partie XIII du Traité de Versailles.

II. — Des Membres de l'Association.

ARTICLE 4.

Font partie de l'Association Internationale :

1° Les États qui versent une cotisation annuelle fixée à 3.000 francs pour les États ayant moins de 5 millions d'habitants ; à 6.000 francs pour les États ayant plus de 5 millions et moins de 10 millions d'habitants ; à 12.000 francs pour les États qui ont plus de 10 millions d'habitants ;

2° Les particuliers, les associations et institutions nationales qui versent une cotisation annuelle de 50 francs ;

3° Les associations et institutions internationales qui versent une cotisation de 100 francs.

ARTICLE 5.

Une section nationale de l'Association pourra se former dans un pays, à la condition de compter au moins cinquante membres : particuliers, associations ou institutions.

Cette section aura le droit de désigner les représentants de son pays et de pourvoir aux vacances qui se produiront parmi eux au sein du Comité. Une

partie de la cotisation des membres pourra être abandonnée par le Comité à la section nationale afin de couvrir des frais d'administration.

ARTICLE 6.

Les particuliers, associations et institutions privées notifieront leur adhésion à la section nationale de leur pays si elle existe, et celle-ci en avisera l'Office international. S'il n'existe pas de section nationale, les particuliers, associations et institutions privées notifieront leur adhésion à l'Office International.

III. — De l'Office.

ARTICLE 7.

Aux fins indiquées dans les articles 2 et 5, il est créé un Office international qui est chargé, dans les conditions à déterminer par un règlement d'exécution :

1° De réunir et de publier les lois, règlements et autres documents intéressants relatifs à la protection de l'enfance, les rapports officiels concernant l'interprétation et l'exécution de ces dispositions législatives et réglementaires, ainsi que des études analytiques et comparées ;

2° De collectionner les ouvrages et revues publiés dans les différents pays en matière de protection de l'enfance, ainsi que les rapports et aperçus relatifs aux différentes œuvres ou institutions pour enfants ;

3° D'étudier les questions d'actualité qui lui seront soumises ;

4° De fournir des renseignements sur les matières de sa compétence ;

5° De servir d'intermédiaire entre les institutions et les autorités s'occupant de la protection de l'enfance dans les différents pays ;

6° De faire tous les ans rapport au comité sur sa gestion.

IV. — Du Comité de l'Association.

ARTICLE 8.

Il est institué un Comité international ayant pour mission :

1° La surveillance et la direction de l'Office, et

2° Les initiatives à prendre concernant, soit la réunion de congrès internationaux ou d'assemblées plus restreintes de spécialistes, soit la préparation d'ententes internationales ou d'autres questions de principe.

ARTICLE 9.

Le Comité de l'Association se compose de membres appartenant aux divers Etats admis à y avoir une représentation.

Tout Etat y sera représenté par deux membres dès qu'il compte cinquante adhérents à l'association : particuliers, associations ou institutions. Au delà de ce nombre, chaque groupe nouveau de cent adhérents donne droit à un siège supplémentaire sans que le nombre total des membres d'un même Etat puisse être supérieur à cinq. Les Gouvernements pourront désigner chacun un délégué qui aura, au sein du Comité, les mêmes droits que les autres membres.

Le Comité décidera quels sont les organismes internationaux qui auront le droit de se faire représenter par un délégué.

ARTICLE 10.

Pour déterminer le nombre d'adhérents prévu à l'article précédent, toute Association dispose d'un nombre de voix égal à celui de ses membres, sans dépasser le chiffre de 100.

ARTICLE 11.

Le Comité, réuni en assemblée générale, pourra s'adjoindre des personnalités d'une compétence reconnue, à désigner sans distinction de nationalité. Le nombre de ces membres ne pourra dépasser douze.

ARTICLE 12.

La durée du mandat des Membres du Comité n'est pas limitée. Sauf le cas prévu au second alinéa de l'article 5, le Comité se recrute par cooptation. Dans le cas, l'élection de nouveaux membres du Comité en remplacement des membres démissionnaires ou décédés se fera sur une liste de trois candidats proposés par les membres appartenant aux États ayant droit à des représentants.

Le vote a lieu au scrutin secret dans une réunion du Comité dont la convocation contient le nom des candidats présentés.

Les membres n'assistant pas à cette réunion peuvent envoyer au président leur vote sous pli cacheté.

ARTICLE 13.

Le Comité international élaborera le règlement d'exécution visé à l'article 7 et arrêtera les bases sur lesquelles s'exercera l'activité de l'Office.

Il détermine l'organisation de l'Office au point de vue du personnel et fixe la rémunération des fonctionnaires.

Il nomme les organes de la direction et détermine le mode de nomination des autres fonctionnaires.

ARTICLE 14.

Le Comité élit dans son sein, pour deux ans, un président et deux vice-présidents, qui, tous trois, devront appartenir à des nationalités différentes.

Il choisit également le secrétaire général et les secrétaires ainsi que le trésorier de l'Association. Le secrétaire général et le trésorier doivent résider dans la ville où siège l'Office international.

ARTICLE 15.

Le Comité se réunira en session ordinaire au moins une fois tous les ans sur la convocation de son président. Le lieu de réunion ordinaire du Comité résultera du choix qui aura été fait à la réunion précédente.

La première réunion aura lieu à Bruxelles.

Le Comité devra, en outre, se réunir en session extraordinaire dès que la demande en sera faite par le tiers de ses membres ou par la majorité du bureau. La réunion aura lieu dans ces cas au siège de l'Office international.

ARTICLE 16.

Le Comité établira dans ses réunions ordinaires, qui auront lieu tous les ans, le programme de l'Office pour l'année suivante.

Les conclusions du rapport annuel seront soumises à l'approbation du Comité.

ARTICLE 17.

Le Comité établira dans ses réunions ordinaires le budget pour l'année suivante. Il vérifiera les comptes de l'année précédente et en donnera décharge au trésorier. Le bilan sera ensuite publié dans le Bulletin de l'Union.

V. Des Relations Extérieures.

ARTICLE 18.

Les publications visées à l'article 7 se feront dans un recueil intitulé : *Bulletin International de la Protection de l'Enfance*.

On adoptera à cet effet les langues française et anglaise. Toutefois, s'il le juge à propos, le Comité pourra aussi faire publier le Bulletin dans d'autres langues. En tout cas, les dispositions législatives ou réglementaires seront également publiées dans leur texte original.

Les membres de l'Association recevront gratuitement le Bulletin.

Le prix d'abonnement sera fixé par le Comité.

ARTICLE 19.

Les Gouvernements s'engagent à communiquer à l'Office les projets de lois, les lois, décrets et instructions administratives intéressant l'objet de l'Association.

En ce qui concerne la documentation, l'Office correspond directement avec les Gouvernements qui ont adhéré à l'Association.

VI. — De la dissolution de l'Association.

ARTICLE 20.

Les groupements nationaux faisant partie de l'Association ne pourront s'en retirer que moyennant un préavis de douze mois, donné à l'Office international.

A l'expiration de ce délai, l'Association continuera à exister entre les autres participants.

ARTICLE 21.

Les participants qui se retireront de l'Association internationale perdront leurs droits de propriété sur les archives, l'argent comptant et les autres biens constituant le fonds commun.

ARTICLE 22.

Les présentes dispositions ne pourront être revisées, en tout ou en partie, que dans une assemblée du Comité, à la majorité de deux tiers des voix des membres présents et si la proposition de revision a été annoncée dans la convocation.

La dissolution de l'Association, si elle doit avoir lieu, sera prononcée par le Comité à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et si la proposition de dissolution a été annoncée dans la convocation.

Les biens de l'Association seront attribués par décision du Comité à des fondations poursuivant un but analogue, les archives et la bibliothèque deviendront propriété de l'Office belge de la Protection de l'Enfance.

Dans les cas des deux alinéas précédents, les membres empêchés d'assister à la réunion pourront envoyer leur vote au président sous pli cacheté. Ils seront alors considérés comme présents pour le calcul de la majorité des deux tiers.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères.

(Signé) HENRI COSTERMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst van 2^a Augustus 1922 betreffende de inrichting eener internationale vereeniging voor kinderbescherming.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Volgens de bevelen des Konings heb ik de eer een wetsontwerp tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst, gesloten te Brussel, den 2^a Augustus 1922, en betreffende de inrichting eener Internationale Vereeniging voor Kinderbescherming, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Reeds in het jaar 1913 had de Belgische Regeering stappen gedaan ten einde de oprichting van een Internationaal Bureel voor Kinderbescherming, waarvan de zetel te Brussel zou gevestigd zijn, uit te lokken. Het eerste Internationaal Congres, waarop 38 Staten officieel vertegenwoordigd waren, had eenparig een wensch aangenomen strekkend tot het tot stand brengen van een dergelijk organisme. Deze wensch werd door de ambtelijke afgevaardigden van al die Staten goedgekeurd.

De diensten door België op het gebied der kinderbescherming bewezen erkennend, had de Zwitsersche Regeering, die ook voornemens geweest was een Internationaal Bureel op te richten, er welwillend in toegestemd dat de zetel van dit Bureel te Brussel zou gevestigd worden.

Om het einde van het jaar 1913 werd door de Belgische Regeering langs diplomatieken weg den tekst van een voorontwerp van statuten medegedeeld.

Besprekingen over dit voorontwerp waren aan den gang toen de oorlog de onderhandelingen kwam opschorten.

Deze werden dadelijk na den wapenstilstand hernomen en een tweede Internationaal Congres, geplaatst onder de hooge bescherming van H. H. M. M. den Koning en de Koningin werd te Brussel voor de maand Juli 1921 bijeengeroepen. 36 Staten lieten er zich officieel op vertegenwoordigen. Het

ontwerp van Statuten werd besproken en gewijzigd en daarna door de afgevaardigden van 27 Regeeringen goedgekeurd.

Door België definitief als zetel van het toekomstige bureel te kiezen, hadden de verschillende op het Congres van 1921 vertegenwoordigde landen hulde willen brengen aan de pogingen door ons land op het gebied der kinderbescherming gedaan, welke pogingen bijzonderlijk hunne bekrachtiging vonden in de wet van 15 Mei 1912 op de Kinderbescherming en in deze van 5 September 1919, waarbij het Nationale Werk voor Kinderwelzijn ingesteld werd.

De verschillende artikels der statuten geven nauwkeurig het doel aan, dat nagestreefd wordt door de Internationale Vereeniging, welke als band moet dienen tusschen hen die, in de verschillende landen, belang stellen in de Kinderbescherming, welke verder de studie der desbetreffende vragen moet vergemakkelijken en den vooruitgang der wetgevingen alsmede het sluiten van internationale overeenkomsten moet bevorderen.

In de maand October 1921 heeft de Vereeniging voorloopig hare werkzaamheden begonnen. In afwachting dat de verschillende Staten haar bestaan officieel bekrachtigen, geeft zij regelmatig een bulletijn uit waarin al de inlichtingen van internationalen aard betreffende Kinderbescherming verschijnen en, overeenkomstig artikel 7 der statuten, heeft zij de uitgave van de wetten tot bescherming der kinderen in de verschillende landen, ondernomen. Van nu af reeds hebben de Regeeringen van België, Egypte, Frankrijk, Griekenland, Italië, Marokko, Polen en Zweden de overeenkomst onderteekend tot dewelke andere Staten op eigen verzoek mogen toetreden.

Wij hebben de eer deze internationale akte aan uwe goedkeuring te onderwerpen; zij zal in België een nieuw organisme tot stand brengen waarvan wij overtuigd zijn dat het zich spoedig zal ontwikkelen en aan het Werk der Kinderbescherming de meest uitstekende diensten bewijzen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en van Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

SCHIKKING
tot stichting der Internationale Vereeniging voor
Kinderbescherming.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN EGYPTE; DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN GRIEKENLAND; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË; ZIJNE MAJESTEIT DE SULTAN VAN MAROKKO; ZIJNE EXCELLENTIE HET HOOFD VAN DEN SOUVEREINEN STAAT POLEN EN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN,

wenschende, overeenkomstig de beslissingen genomen door het van 18 tot 21 Juli 1921 te Brussel vereenigde Congres, eene Internationale Vereeniging voor Kinderbescherming te stichten, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer **JASPAR**, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN EGYPTE :

ISMAIL HASSANEIN PACHA, Bestuurder der Egyptische onderwijsafvaardiging, te Geneve ;

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK :

Den heer **JAUNEZ**, Ambassaderaad, Zaakgelastigde a. i. van Frankrijk, te Brussel ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN GRIEKENLAND :

Den heer **KOCOTAKIS**, Zaakgelastigde a. i. van Griekenland, te Brussel ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Zijne Excellentie **Prins RUSPOLI DE POGGIO SUASA**, Zijn buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

ZIJNE MAJESTEIT DE SULTAN VAN MAROKKO :

Dokter LAPIN, Afgevaardigde van Marokko ;

ZIJNE EXCELLENTIE HET HOOFD VAN DEN SOUVEREINEN STAAT POLEN :

Zijne Excellentie **Graaf Ladislas SOBANSKI**, buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister van Polen, te Brussel, en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Zijne Excellentie den heer DE DARDEL, Zijn buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

welke, behoorlijk gemachtigd, aangaande de volgende artikels overeengekomen zijn :

ARTIKEL I.

De Hooge verdragsluitende Partijen gaan de verplichting aan eene Internationale Vereeniging voor Kinderbescherming te stichten en te onderhouden. Haar Zetel wordt te Brussel gevestigd.

ARTIKEL II.

Deze vereeniging zal vertegenwoordigd worden door een Internationaal Comité dat een Internationaal Bureau onder zijn toezicht en onder zijn bestuur zal hebben.

De samenstelling en de bevoegdheden van dit Comité alsmede de inrichting en de bevoegdheid van gezegd Bureau worden bepaald door de bij deze Schikking gevoegde organieke Statuten, die beschouwd worden als er wezenlijk deel van uitmakende.

ARTIKEL III.

De inrichtingskosten en de jaarlijkse uitgaven voor werking en onderhoud dezer Vereeniging zullen, wat de verdragsluitende Staten betreft, gedekt worden zooals vastgesteld door artikel 4, 1°, der in artikel 2 vermelde statuten.

ARTIKEL IV.

De sommen die de bijdrage van ieder der verdragsluitende Staten uitmaken, zullen in het begin van ieder jaar door deze laatsten gestort worden op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van België, dat ze aan het te Brussel gevestigde Comité der Vereeniging zal overmaken.

ARTIKEL V.

De Regeeringen die deze Schikking niet onderteekend hebben kunnen op eigen verzoek toetreden. Deze toetreding zal langs diplomatieken weg aan de Koninklijke Regeering van België, en door deze, aan de andere verdragsluitende Regeeringen bekend gemaakt worden. Aan deze toetreding is de verplichting verbonden door eene bijdrage de kosten van het Bureau te helpen bestrijden, zooals voorzien in artikel 3.

ARTIKEL VI.

Deze Schikking zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel nedergelegd worden. Zij zal in werking treden te rekenen van den datum van de nederlegging der bekrachtigingen.

ARTIKEL VII.

Deze Schikking wordt voor een onbepaald tijdperk gesloten. Ieder der verdragsluitende Staten zal ze te allen tijde mogen opzeggen, mits dit besluit twaalf maanden vooraf aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van België bekend te maken, en onder de in artikel 21 der statuten voorziene voorwaarden. Na afloop van gezegden termijn zal deze Schikking tusschen de andere verdragsluitende Staten blijven voortbestaan.

Zij zal eveneens een einde kunnen nemen ten gevolge van de overeenkomstig artikel 22 der statuten uitgesproken ontbinding der Vereeniging.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Schikking gesloten en ze met hunne stempels bekleed hebben.

Gedaan te Brussel, den 2ⁿ Augustus 1922, in een enkel exemplaar dat in het Archief der Koninklijke Regeering van België zal bewaard blijven en waarvan eensluidend verklaarde afschriften langs diplomatieken weg aan de Verdragsluitende Partijen zullen bezorgd worden.

Voor België : Henri JASPAR ;

Voor Egypte : Ismail HASBANEIN ;

Voor Frankrijk : JAUNEZ ;

Voor Griekenland : KOCOTARIS ;

Voor Italië : Prins Ruspoli de POGGIO SUASA ;

Voor Marokko : LAPIN ;

Voor Polen : Graaf Ladislas SOBANSKI ;

Voor Zweden : de DARDEL.

*Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,*

Henri COSTERMANS.

Internationale Vereeniging voor Kinderbescherming.

STATUTEN.

I. — Naam en doel der Vereeniging.

ARTIKEL 1.

Er wordt eene Internationale Vereeniging voor Kinderbescherming gesticht. De Zetel dezer Vereeniging wordt te Brussel gevestigd.

ARTIKEL 2.

De Vereeniging heeft voor doel :

1° Als band te dienen tusschen hen die, in de verschillende landen, belang stellen in de kinderbescherming ;

2^o De studie der vragen betreffende kinderbescherming te vergemakkelijken en den vooruitgang der wetgevingen alsmede het sluiten van internationale overeenkomsten te bevorderen.

ARTIKEL 5.

Door kinderbescherming moet men inzonderheid verstaan al de maatregelen betreffende :

De stoffelijke en zedelijke verbetering van het lot der kinderen, inzonderheid de bescherming der kleine kinderen ;

De studie der vragen betreffende de maatschappelijke kindergezondheidsleer ;

De verbetering van den huiselijken haard ;

De bewaring en de verbetering van het kind in zijne familie ;

De inrichting en de beperking der vaderlijke macht en der voogdij ;

De bescherming der rechten van de onwettige kinderen ;

De maatregelen tegen de bedelarij, de landlooperij en de criminaliteit der kinderen ;

De inrichting van bijzondere jurisdictiën voor kinderen en de invrijheidstelling onder toezicht ;

Het plaatsen in familiën of in gestichten ;

De beteugeling der misdaden en wanbedrijven tegen de kinderen ;

De klassering en de opvoeding der abnormale en verachte kinderen ;

De studie der vragen betreffende den onderstand aan de behoeftige kinderen en het oprichten van toevluchtshuizen voor verlaten en zedelijk verwaarloosde, mishandelde of behoeftige kinderen ;

De strijd tegen al wat aan de kinderen lichamelijk of zedelijk nadeel kan berokkenen ;

De bescherming der kinderen in de Koloniën ;

Dit alles onverminderd de toepassing van deel I en van deel XIII van het Verdrag van Versailles.

II. — De Leden der Vereeniging

ARTIKEL 4.

Maken deel uit van de Internationale Vereeniging :

1^o De Staten die eene jaarlijksche bijdrage storten vastgesteld op 3,000 frank voor de Staten die minder dan 5 millioen inwoners tellen ; op 6,000 frank voor de Staten die meer dan 5 millioen en minder dan 10 millioen inwoners tellen ; op 12,000 frank voor de Staten met meer dan 10 millioen inwoners ;

2^o De particulieren, de nationale vereenigingen en instellingen die eene jaarlijksche bijdragen van 50 frank storten ;

3^o De internationale vereenigingen en instellingen die eene bijdrage van 100 frank storten.

ARTIKEL 5.

Eene nationale afdeeling der Vereeniging zal in een afzonderlijk land mogen

gesticht worden, indien zij ten minste vijftig leden telt : particulieren, vereenigingen of instellingen.

Deze afdeeling zal het recht hebben de vertegenwoordigers van haar land te benoemen en te zorgen voor de bezetting der posten die onder hen in den schoot van het Komiteit zullen open komen. Een deel van de bijdragen der leden zal door het Komiteit aan de nationale afdeeling mogen afgestaan worden ten einde de kosten van beheer te dekken.

ARTIKEL 6.

De particulieren, vereenigingen en private instellingen zullen hunne toetreding bekendmaken aan de nationale afdeeling van hun land, ingeval deze bestaat, en deze laatste zal er het Internationaal Bureel kennis van geven. Indien er geene nationale afdeeling bestaat, zullen de particulieren, vereenigingen en private instellingen hunne toetreding aan het Internationale Bureel bekendmaken.

III. — Het Bureel.

ARTIKEL 7.

Met het doel vermeld in artikels 2 en 3, wordt er een Internationaal Bureel opgericht dat, in de door een reglement van uitvoering te bepalen voorwaarden, gelast is :

1° De wetten, reglementen en andere belangrijke documenten betreffende kinderbescherming, de ambtelijke verslagen over de uitlegging en de uitvoering dezer wettelijke en reglementaire beschikkingen, alsmede ontleedende en vergelijkende studiën te vereenigen en uit te geven.

2° De in verschillende landen uitgegeven werken en tijdschriften over kinderbescherming, alsmede de verslagen en overzichten betreffende de verschillende werken of instellingen voor kinderen te verzamelen.

3° De vragen van actueel belang die aan hetzelfde zullen onderworpen worden, te bestudeeren ;

4° Inlichtingen te verschaffen aangaande de zaken die tot zijne bevoegdheid behooren ;

5° Als tusschenpersoon te dienen tusschen de instellingen en de overheden die zich in de verschillende landen met kinderbescherming bezighouden ;

6° Ieder jaar aan het Komiteit verslag uit te brengen over zijn beheer.

IV. — Het Komiteit der Vereeniging.

ARTIKEL 8.

Er wordt een internationaal Komiteit gesticht dat belast is met :

1° Het toezicht overen het bestuur van het Bureel en

2° De te nemen maatregelen betreffende hetzij de bijeenkomst van internationale congressen of van meer beperkte vergaderingen van specialisten, hetzij het voorbereiden van internationale overeenkomsten en van andere principiele vragen,

ARTIKEL 9.

Het Comité der Vereeniging is samengesteld uit leden die behooren tot de verschillende Staten die daarin vertegenwoordigd mogen zijn.

Elke Staat zal daarin door twee leden vertegenwoordigd worden zoodra de Vereeniging vijftig toetredingen : particulieren, vereenigingen of instellingen, van dien Staat ontvangen heeft. Eens dit getal overschreden, zal elke nieuwe groep van honderd toetredingen recht geven op een bijkomenden zetel, zonder dat het gezamenlijke aantal leden van een zelfden Staat vijf moge overschrijden.

De Regeeringen zullen elk eenen afgevaardigde mogen benoemen die in het Comité dezelfde rechten als de andere leden zal hebben.

Het Comité zal uitmaken welke internationale organismen zich door een afgevaardigde mogen laten vertegenwoordigen.

ARTIKEL 10.

Ten einde het in het voorafgaande artikel voorziene aantal toetredingen vast te stellen, beschikt elke Vereeniging over een aantal stemmen gelijk aan dit harer leden, zonder het cijfer 100 te overschrijden.

ARTIKEL 11.

Het Comité, in algemeene vergadering vereenigd, zal zich personen met erkende bevoegdheid mogen toevoegen die zonder onderscheid van nationaliteit zullen moeten aangewezen worden. Het aantal dezer leden zal twaalf niet mogen overschrijden.

ARTIKEL 12.

De duur van het mandaat der leden van het Comité is niet beperkt. Behoudens het geval voorzien in de tweede alinea van artikel 5, houdt het Comité zich door coöptatie voltallig. In dit geval zal de verkiezing van nieuwe leden van het Comité ter vervanging van ontslagnemende of overleden leden geschieden op eene lijst van drie kandidaten voorgesteld door de leden behoorend tot de Staten die recht hebben op vertegenwoordigers.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming in eene vergadering van het Comité waarvan de oproepingsbrief de namen der voorgestelde kandidaten bevat.

De leden die deze vergadering niet bijwonen, kunnen hunne stem onder verzegelden omslag aan den voorzitter doen toekomen.

ARTIKEL 13.

Het Internationale Comité zal het in artikel 7 vermelde reglement van uitvoering opmaken en zal de grondslagen van de werkzaamheid van het Bureau vaststellen.

Het bepaalt de inrichting van het Bureau ten opzichte van het personeel en stelt het loon der ambtenaren vast.

Het benoemt de bestuursorganen en stelt de wijze van benoeming der andere ambtenaren vast.

ARTIKEL 14.

Het Comité kiest in zijn midden, voor twee jaar, een voorzitter en twee ondervoorzitters die, alle drie, tot verschillende nationaliteiten zullen moeten behooren.

Het Comité kiest eveneens den algemeenen secretaris en de secretarissen alsmede den schatbewaarder der Vereeniging. De algemeene secretaris en de schatbewaarder moeten verblijf houden in de stad waar het Internationale Bureau zijn zetel heeft.

ARTIKEL 15.

Het Comité zal ten minste eenmaal 's jaars door zijnen voorzitter opgeroepen worden om in gewone zitting te vergaderen. De plaats waar de gewone vergadering van het Comité gehouden wordt, zal door de in de voorafgaande vergadering gedane keus bepaald worden. De eerste vergadering zal te Brussel plaats hebben.

Het Comité zal bovendien in buitengewone zitting moeten bijeenkomen zoodra zulks door een derde zijner leden of door de meerderheid van het Bureau zal gevraagd worden. In zulke gevallen zal de vergadering ter zetelplaats van het Internationale Bureau gehouden worden.

ARTIKEL 16.

In zijne gewone vergaderingen, die elk jaar zullen plaats hebben, zal het Comité het programma van het Bureau voor het volgende jaar opmaken.

De besluiten van het jaarverslag zullen aan de goedkeuring van het Comité onderworpen worden.

ARTIKEL 17.

Het Comité zal in zijne gewone vergaderingen de begroting voor het volgende jaar opmaken. Het zal de rekeningen van het vorige jaar nazien en er den schatbewaarder ontlasting van geven. Daarna zal de balans in het Bulletin der Vereeniging afgekondigd worden.

V. — De buitenlandsche betrekkingen.

ARTIKEL 18.

De in artikel 7 bedoelde uitgaven zullen geschieden in een boek betiteld : *Internationaal Bulletin der Kinderbescherming*.

Te dien einde zullen de Fransche en de Engelsche taal gebruikt worden. Indien het Comité het gepast oordeelt, zal het evenwel het Bulletin ook in andere talen mogen doen uitgeven. In elk geval zullen de wettelijke reglementaire beschikkingen eveneens in hunnen oorspronkelijken tekst gepubliceerd worden.

De leden der Vereeniging zullen het Bulletin kosteloos ontvangen.

De abonnementsprijs zal door het Comité vastgesteld worden.

ARTIKEL 19.

De Regeeringen gaan de verplichting aan de wetsvoorstellen, de wetten, besluiten en administratieve onderrichtingen die betrekking hebben op het voorwerp der Vereeniging, aan het Bureel mede te deelen.

Wat de documentatie betreft, treedt het Bureel rechtstreeks in betrekking met de Regeeringen die tot de Vereeniging toegetreden zijn.

VI. — Ontbinding der Vereeniging.

ARTIKEL 20.

De nationale groepen die van de Vereeniging deel uitmaken zullen er slechts mogen uittreden mits toezending van een preadvies van 12 maanden aan het Internationaal Bureel.

Na verloop van dezen termijn zal de Vereeniging tusschen de andere deelnemers blijven voortbestaan.

ARTIKEL 21.

De deelnemers die uit de Internationale Vereeniging treden, verliezen hunne eigendomsrechten op het archief, op het gereede geld en op de andere goederen die het gemeenschappelijk bezit uitmaken.

ARTIKEL 22.

Deze beschikkingen zullen slechts mogen herzien worden, in hun geheel of gedeeltelijk, in eene vergadering van het Comité, bij meerderheid van twee derden der stemmen van de aanwezige leden, en indien het voorstel tot herziening in den oproepingsbrief werd aangekondigd.

Indien de Vereeniging moet ontbonden worden, zal de ontbinding worden uitgesproken door het Comité, bij meerderheid van de twee derden der stemmen van de aanwezige leden en indien het voorstel tot ontbinding in den oproepingsbrief werd aangekondigd.

De goederen der Vereeniging zullen, bij besluit van het Comité, worden toegekend aan instellingen die een soortgelijk doel nastreven; het archief en de boekerij zullen het eigendom worden van het Belgisch Bureel voor Kinderbescherming.

In de gevallen vermeld in de twee voorafgaande alinea's, zullen de leden die belet zijn de vergadering bij te wonen hunne stem onder verzegelden onslag aan den voorzitter mogen doen toekomen. Zij zullen dan voor de berekening der meerderheid van twee derden als aanwezig beschouwd worden.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

(Geteekend) HENRI COSTERMANS.
